

Debré : "La gauche tiers-mondiste a mis la France au bord de l'extrême droite"

ABONNÉS JACQUES BESNARD Publié le samedi 23 décembre 2017 à 11h44 - Mis à jour le dimanche 24 décembre 2017 à 08h26



◀113

◀40

INTERNATIONAL (/ACTU/INTERNATIONAL) S'il a tiré un trait sur la vie politique, Jean-Louis Debré, ancien ministre de l'Intérieur, président de l'Assemblée nationale et président du Conseil constitutionnel, aime toujours occuper l'espace médiatique depuis qu'il a retrouvé une liberté de parole perdue temporairement lors de son passage au "conseil des sages". Vu sa présence à Bruxelles cette semaine pour une intervention aux Grandes Conférences catholiques, LaLibre.be l'a interrogé sur le gaullisme, sa fidélité à Jacques Chirac, la campagne de 1995 face à Balladur, l'expulsion polémique de l'Eglise Saint-Bernard, les divisions de la droite, l'élection d'Emmanuel Macron ou encore sa mauvaise relation avec Nicolas Sarkozy. **Jean-Louis Debré est l'Invité du samedi de LaLibre.be.**

En tant que gaulliste, que pensez-vous du fait que sept des onze candidats (<https://www.lci.fr/elections/videos-presidentielle-2017-de-gaulle-president-comment-7-des-11-candidats-se-reapproprient-le-general-fillon-melenchon-macron-dupont-aignan-cheminade-hamon-le-pen-2044676.html>) à la dernière élection présidentielle se soient réclamés de de Gaulle ou en tout cas l'ont cité ?

Ce qui me fait sourire avec tristesse, c'est que certains se revendiquent du gaullisme après l'avoir combattu. C'est trop facile. Ces gens-là sont suspects d'essayer d'attraper des voix car il n'y a aucune sincérité dans leur démarche. L'extrême droite a tout fait pour l'éliminer et aujourd'hui, parce qu'ils n'ont plus rien à proposer, ils se réclament du gaullisme. Les autres n'ont cessé de combattre le général de Gaulle et ce qu'il représente, pour moi ils sont plus ridicules qu'autre chose.

Lors de la présidentielle, Macron s'est engouffré entre le Parti socialiste et les Républicains pour être élu. Un peu comme de Gaulle et sa "troisième voie" ?

Par une bonne connaissance de l'histoire de France, Macron a vu qu'à des périodes régulières, le slogan "Sortez les sortants" revenait. Macron a compris avant les autres que les partis traditionnels français n'avaient plus rien à dire, étaient à bout de souffle, que les doctrines traditionnelles de droite et de gauche étaient complètement obsolètes et que les deux camps n'auraient plus la capacité de gagner les élections. Il a vu qu'il fallait se situer ailleurs et cet ailleurs, c'est rassembler à la fois la droite et la gauche. Il a deviné cela.

Comment jugez-vous le début de mandat du nouveau président ?

Ce qui m'importe, ce n'est pas si ça profite à un camp ou un autre, il faut que cela profite à la France. Ce qui m'importe, c'est de pouvoir regarder dans dix-huit mois si l'état de économie française s'est amélioré et si les Français ont repris espoir. Ce qui me plaît chez lui, c'est qu'il a redonné à la fonction présidentielle une autorité et une dignité.

Vous critiquiez Emmanuel Macron et Nicolas Sarkozy en tant que ministres. Que leur reprochiez-vous ?

Ce que je n'aime pas, c'est qu'ils n'ont cessé de critiquer le président de la République. Quand vous êtes ministre, vous ne critiquez pas le chef de l'équipe dans laquelle vous êtes. Je trouve ça inadmissible et ce n'est pas l'image d'un homme d'Etat. Jean-Pierre Chevènement avait tout à fait résumé la conduite que devrait avoir un ministre: *"Si on n'est pas d'accord, on ferme sa gueule ou on quitte le gouvernement."* Macron a quitté le gouvernement, Sarkozy est resté et n'a pas fermé sa gueule.

Quelles étaient vos relations avec Nicolas Sarkozy et François Hollande lorsque vous étiez président du Conseil constitutionnel entre 2007 et 2016 ?

Sarkozy, je n'avais aucune relation avec lui. Nos relations ont toujours été très mauvaises. Ça n'a jamais collé car j'ai toujours considéré que c'était un politicien. Dans mon esprit c'est assez péjoratif. Hollande, je me suis toujours bien entendu avec lui mais je me suis toujours dit qu'il n'était pas fait pour la fonction présidentielle. Il était empathique, très sympa mais il faut aussi pouvoir décider.



© REPORTERS

Nicolas Sarkozy et Jean-Louis Debré au Conseil constitutionnel à Paris

"En France, on adore les divisions"

Laurent Wauquiez vient d'être élu à la tête des Républicains. Cette élection a créé des remous au sein du parti. Xavier Bertrand a démissionné, Valérie Pécresse a failli le faire. Qu'auriez-vous fait ?

Je n'ai jamais adhéré à ce parti, ça n'a jamais été mon parti et je n'aime pas les idées d'extrême droite, je me limite à ça. Qu'on cherche à avoir nos propres idées mais qu'on ne copie pas sur le voisin car les gens préféreront toujours l'original à la copie.

Pensez-vous que la droite est aujourd'hui plus divisée qu'elle ne l'a été ?

En France, on adore les divisions et donc comme il n'y a pas de leaders qui s'imposent, il n'y a pas de personnalités qui dominent, ce sont des clans. La politique est devenue à la fois un métier du spectacle et une opposition de clans pour prendre le pouvoir.

Avant, c'était le cas aussi. On se souvient par exemple de la présidentielle de 1995 et de la division du Rassemblement pour la République (RPR) avec les candidatures de Jacques Chirac et d'Édouard Balladur.

Avant, il y avait d'abord des idéologies qu'on pouvait contester mais il y en avait. Jusqu'à il y a quelques années, il y avait aussi des personnalités marquantes qui dominaient le camp de la droite ou de la gauche. Je pense à Mitterrand pour la gauche. Depuis lui, personne ne s'impose à gauche. A

droite, depuis Chirac, personne ne s'impose.



© REPORTERS

Jacques Chirac (Premier ministre français) et Edouard Balladur (ministre de l'Economie et des finances) en 1987

Vous avez soutenu Alain Juppé et critiqué François Fillon pendant la campagne. Après "l'affaire Fillon", vous auriez aimé qu'il se désiste pour le premier ?

C'est bien simple, j'ai annoncé avant le premier tour que je ne votais pas Fillon. Premièrement, je me suis élevé il y a des mois et des mois contre le principe des primaires car ce système consiste à ce qu'une même famille puisse se déchirer en public. Deuxièmement, je n'ai jamais pu avoir la moindre sympathie pour Fillon. C'est un personnage mystérieux, que je ne connais pas. Lorsqu'on est aussi ridicule, on ne vient pas plomber son camp en se maintenant comme candidat. Il aurait dû naturellement se retirer au profit d'un autre. Par exemple Alain Juppé.

"Oui, on a commis des erreurs"

Quelle part a eu votre génération dans cette volonté de "dégagisme" durant cette campagne présidentielle ?

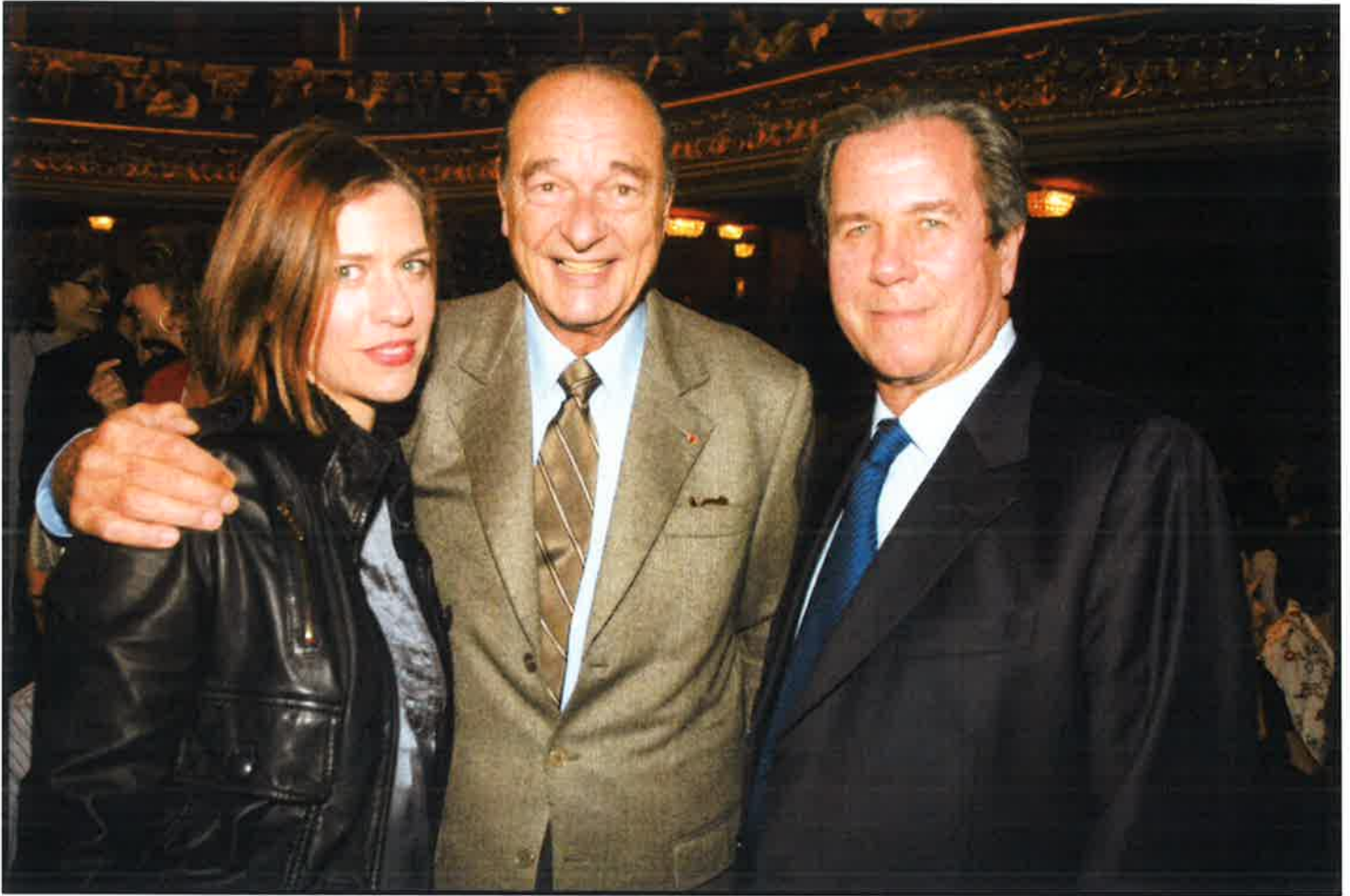
Le gouvernement des hommes est un gouvernement qui ne relève pas de la science pure mais de l'art. Oui, on a commis des erreurs notamment après les élections de 2002 où l'on n'a pas élargi suffisamment la majorité. Chirac a fait une ouverture jusqu'au centrisme de Raffarin et il fallait aller plus loin jusqu'au socialisme. Peut-être que la situation n'était pas assez mûre. On a aussi fait une erreur lorsqu'on a modifié la Constitution pour passer du septennat au quinquennat, tout le monde s'y est mis, c'était une idée à la mode. C'était une erreur fondamentale car gouverner demande du temps, plus on est dans une époque où on zappe, plus il faut laisser au titulaire de l'Etat le temps de faire des réformes.

Vous êtes resté fidèle à Jacques Chirac depuis votre première rencontre en 1967 à Roissy en attendant le retour de de Gaulle du Québec. Comment expliquez-vous la longévité des ces liens ?

C'est ma première rencontre avec lui. De Gaulle avait créé une polémique en 1967 après son discours sur le Québec Libre. Du coup, il est rentré et ce soir-là je dînais avec mon père. Il me dit: "*Je vais l'attendre à Orly*". L'avion avait du retard et j'ai vu un personnage plus grand que les autres qui n'arrêtaient pas de fumer des clopes, à l'époque je fumais aussi des clopes comme on dit. On s'est retrouvés dehors à fumer. J'étais magistrat, je n'avais pas d'engagement politique. Je lui ai dit: "*J'aimerais bien discuter avec vous*", j'étais curieux des personnages qui sortent de l'ordinaire. A l'époque il était secrétaire d'Etat. Puis, quelques jours après, il m'a appelé, on a déjeuné ensemble et je ne l'ai plus jamais quitté même si je ne l'ai pas toujours suivi.

Qu'avait Jacques Chirac d'original ?

C'est une personnalité qui sortait de l'ordinaire, un personnage qui dénotait. Dans la vie, vous rencontrerez beaucoup de copies et peu d'originaux. C'est un original, sympathique, chaleureux, intéressant et, au bout de quelques temps, il est devenu ministre de l'Agriculture et il m'a proposé de rentrer dans son ministère. Je l'ai suivi au ministère de l'Intérieur, puis à Matignon.



© REPORTER

Jacques Chirac, Jean-Louis Debré et sa fille Victoire en 2010

L'affaire des HLM de Paris, celle des emplois fictifs de la mairie de Paris... Jacques Chirac a aussi eu plusieurs dossiers judiciaires sur le dos. Il a été condamné pour rappel à deux ans de prison avec sursis pour "détournement de fonds publics", "abus de confiance" et "prise illégale d'intérêt" en décembre 2011. Dans ces moments-là, comment avez-vous réagi ?

Il faut remettre ces affaires dans le contexte de l'époque. Je me souviens toujours que quand j'allais en Corrèze avec lui, il y avait des gens qui lui glissaient des petits papiers et qui lui disaient: "Est-ce que vous avez un emploi ?". Quand il a appris la politique, le personnel politique plaçait les gens. Il a continué dans un monde qui n'acceptait plus cela. Concernant les affaires judiciaires, c'est répréhensible mais c'est une période que je connais mal puisque je n'ai pas voulu aller à l'Hôtel de ville de Paris. Quand il était maire, je suis retourné dans mon tribunal, j'ai passé quinze ans en tant que juge d'instruction jusqu'à ce que je m'engage et que je me présente.

Jacques Chirac condamné: un jugement "historique"



Vous avez ensuite retravaillé avec lui après puisque vous avez été nommé ministre de l'Intérieur après son élection en 1995.

Quand je me suis présenté aux élections législatives, il s'est présenté pour devenir président de la République. Il y a eu la campagne de 95 où tout le monde l'avait trahi et était parti chez Balladur. Moi, ce n'est pas ma nature de trahir. S'il n'était pas élu, j'envisageais de quitter la politique. Ça ne m'intéressait plus. Je ne m'identifiais pas du tout à Balladur, ça redevenait la politique des notables et à quarante ans je n'avais pas envie de ça.

Pendant longtemps, votre image est restée entachée par l'évacuation de l'Eglise Saint-Bernard à Paris occupée à l'époque pendant deux mois par des sans-papiers. Regrettez-vous cette décision ?

Ceux qui aujourd'hui prônent une fermeté à l'égard de l'immigration illégale ne doivent pas oublier le combat qu'ils ont mené contre moi. Je suis pour l'immigration mais quand, on vient dans un pays, on est dans les lois de la République. Moi qui suis profondément laïc, je respecte les édifices religieux et on ne prend pas un édifice religieux en otage.

23 août 1996, évacuation de l'église Saint Bernard | Archive INA



Comprenez-vous que ces images aient pu choquer ?

Non je ne comprends pas. Je le dis dans le livre "Tu le raconteras plus tard". L'Eglise Saint-Bernard était envahie, tous les jours, le curé de Saint-Bernard m'appelait pour me dire: "*Faites évacuer l'Eglise, c'est scandaleux*", le cardinal et l'évêque de Paris m'appellent pour me dire la même chose. J'évacue et dans la demi-heure qui a suivi, le curé et l'évêque ont envoyé des communiqués vengeurs. Pour rentrer dans une église qui est barricadée, expliquez-moi comment on rentre ? Un lieu de culte n'a pas à être occupé, ni une mosquée, ni un autre. Les gauchistes de l'époque et les bien-pensants m'ont tapé dessus mais aujourd'hui monsieur Macron durcit la politique d'immigration, la gauche réclame des vraies lois pour la lutte contre l'immigration illégale. Si depuis trente ans on avait été raisonnables au lieu d'avoir des idées complètement farfelues, peut-être qu'on n'en serait pas là. La gauche tiers-mondiste a complètement déraillé. Elle se rend compte qu'à force d'angélisme, elle a mis notre pays au bord de l'extrême droite. Ceux qui étaient à gauche, il y a quinze ans sont encore plus durs que la droite en matière d'immigration.



© PRINT SCREEN LIBERATION

Malgré tous les dossiers judiciaires qu'a eus Jacques Chirac sur le dos, il a été réélu en 2002 et il est encore aujourd'hui très populaire en France. Comment expliquez-vous cette popularité ?

D'abord, bien d'autres politiques auraient dû être condamnés. Ce que je constate aujourd'hui, c'est qu'il est parmi les personnages les plus populaires de la politique française. Il a été réélu. Il n'y a que de Gaulle, Mitterrand et Chirac pour qui ce fut le cas. La légitimité du pouvoir suppose qu'il y ait une empathie avec le citoyen. Or, les Français même ceux qui ne sont pas pour sa politique sentent bien que l'homme est généreux, qu'il les aime. C'est quelque chose de très important aujourd'hui dans un monde mécanisé, aseptisé que nos dirigeants développent une empathie avec les administrés.



© REPORTERS

Bernadette et Jacques Chirac en vacances à Dinard en 2010

Vous en voyez en ce moment des politiques qui auraient cette empathie comme vous dites ?

Non... Les Français le sentent. Ça ne s'improvise pas. Aujourd'hui, c'est devenu un métier du spectacle, ce n'est pas vous qui avez de l'influence, ce sont les réseaux sociaux, on zappe en permanence, il y a une inconstance sans arrêt. L'homme politique n'a pas le temps de développer une image de lui. Cette rapidité fait qu'on doit passer à une autre idée, une autre image. La politique a toujours été un métier dur. Aujourd'hui qu'est-ce qui rythme la politique ? Ce n'est plus la télé, plus les journalistes, ce sont les réseaux sociaux. C'est devenu une politique à réaction. Ces réseaux sociaux façonnent l'état d'esprit des gens et les plongent dans un état anxigène.

Jacques Besnard

◀113

◀40

Explosion dans un supermarché à Saint-Petersbourg

